

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : D^r Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
20, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
} Autres pays. 8 fr. —

À la veille de la cinquième année

La semaine qui commence, c'est la semaine de l'ultimatum autrichien à la Serbie. Le 23 juillet 1914 marquera la date sinistre dans l'histoire du monde. C'est ce jour-là que l'Autriche-Hongrie, agissant de concert avec l'Allemagne, s'attaqua à l'indépendance et à la liberté d'un petit peuple dont la seule faute était de se trouver sur le chemin que l'Allemagne avait choisi pour conquérir l'Orient. Le prétexte de Sarajevo — nous en parlons ailleurs — devait couvrir la préméditation austro-germanique, préméditation, flétrie même par quelques Allemands éclairés. Aujourd'hui, la Serbie n'a plus besoin de se défendre des calomnies lancées par la presse de Vienne et Budapest. C'est elle qui se dresse en accusatrice maintenant, c'est elle qui demande à l'aéropage international de faire justice et de la faire intégralement. Le Royaume serbe était la seule barrière à la poussée germanique vers l'Orient. Les Serbes n'ont pas voulu se soumettre et dans une lutte inégale, remplie de plus beaux exploits d'un héroïsme sans pareil, ils ont dû succomber, perdant tout sauf l'honneur. Ce n'est pas seulement leur patrie qu'ils défendaient, c'est pour la liberté de leurs frères de race qu'ils sont partis en guerre, ces admirables soldats serbes. Au moment le plus critique de son existence, la Serbie pensait tout d'abord à ses frères serbes, croates et slovènes irrédimés. Dans l'appel lancé par le Prince-Régent Alexandre à l'armée serbe, le 4 août 1914, la lutte inégale avec la puissante Autriche-Hongrie avait été inaugurée dans le symbole de la délivrance et de l'union de tout le monde yougoslave.

« Mes héros, disait le Prince-Régent, dans sa proclamation, le plus grand ennemi juré de notre Etat et de notre peuple, s'est attaqué furieusement, à l'improviste et sans aucun motif, à notre honneur et à notre vie. L'Autriche, notre voisine du nord insatiable, a amassé ses armées sur notre frontière et a déjà tenté de franchir la frontière du nord pour asservir notre belle Patrie. Il ne lui suffisait pas de nous avoir vu pendant des années souffrir aux gémissements désespérés des millions de nos frères qui nous arrivaient de Bosnie-Herzégovine, de Banat et Batchka, de Croatie, de Slavonie, de Symie, du littoral et de notre rocheuse Dalmatie. L'Autriche exige maintenant de nous un sacrifice suprême : elle veut la vie, l'indépendance et l'honneur de la Serbie même.

« Après nos brillants faits d'armée de 1912 et 1913 qui nous ont valu les acquisitions reconnues par l'Europe entière à la paix de Bucarest, je désirais le plus sincèrement que le pays et mes guerriers vaillants se reposassent des grands efforts de guerre en jouissant des fruits de leur victoire. C'est pourquoi la Serbie fut prête à s'expliquer et s'entendre à l'amiable avec l'Autriche-Hongrie dans toutes les questions litigieuses. Malheureusement, on n'a pas tardé à reconnaître les vraies visées de l'Autriche qui se refusait à traiter avec nous, même si nous avions donné satisfaction à toutes ses exigences. Elle était décidée à nous attaquer, à nous humilier et à nous assassiner. Quoique encore fatigués des récentes victoires, je vous convie de vous rassembler sous nos drapeaux victorieux et de former un rempart solide pour la défense de la Patrie. *Aux armes, mes glorieux faucons ! A la bataille pour la liberté et l'indépendance du peuple serbe et du yougoslavisme !* »

Cette volonté fut confirmée par un acte du gouvernement et du parlement. Après la débâcle autrichienne, en hiver 1914, le gouverne-

ment serbe, fit, le 7 décembre, devant la Représentation nationale, la déclaration suivante :

« Le gouvernement, convaincu de jouir de la confiance du Parlement aussi longtemps qu'il met ses efforts au service de la grande cause de l'Etat serbe et de la race serbo-croate et slovène, croit de son premier devoir de s'incliner avec un respect immense devant les victimes sacrées immolées héroïquement et volontairement à l'hôtel de la Patrie.

« Le gouvernement du Royaume, sûr de la ferme volonté du peuple serbe entier de persévérer jusqu'à la fin de la lutte pour la défense de son foyer et de sa liberté, considère comme son devoir principal et unique dans ces moments critiques d'assurer une issue favorable à cette guerre qui est devenue, dès qu'elle a été déclenchée, la lutte pour la délivrance et pour l'unité de tous nos frères non-délivrés Serbes, Croates et Slovènes.

« Le gouvernement s'efforcera de rester fidèle à cette décision nationale et il attendra avec la confiance dans l'avenir, en compagnie de ses puissants et héroïques alliés, l'heure de la victoire ».

Hoc signo vincas. Le drapeau yougoslave porté par les baïonnettes serbes a servi en outre la cause de l'Europe démocratique. La Serbie combat pour la victoire du Droit et de la Justice, la victoire de ces grands principes sur le militarisme et l'hégémonie germaniques donnera l'occasion à l'Europe de s'acquitter de sa dette envers la Serbie en l'aidant à accomplir d'un côté sa mission yougoslave et de l'autre sa tâche de gardienne démocratique de la porte des Balkans. C'est avec cette foi et animés d'une volonté inébranlable de tenir jusqu'au bout que tous les Serbes, sans exception, entrent dans la cinquième année de guerre.

Les Serbes et le 14 Juillet

La fête du 14 Juillet a été célébrée avec un enthousiasme particulier dans la colonie serbe et yougoslave de Corfou. L'anniversaire de la prise de la Bastille fut toujours une fête populaire dans la Serbie démocratique, mais, cette année, tout le monde y a vu l'occasion de rendre hommage à la France dont les soldats, par leur bravoure, viennent de conjurer le plus grand danger qui ait jamais pesé sur la liberté du monde. Le matin, M. Pachitch, les membres du gouvernement et les membres de la Scoupcitina assistèrent à la revue des troupes qui furent acclamées par une foule nombreuse. Une réception, eu lieu ensuite chez le Ministre de France, à qui M. Pachitch présenta les félicitations du gouvernement et du peuple serbes, dont l'attitude démontre combien est irrévocable la décision de la Serbie de combattre jusqu'à la victoire, avec la France et ses alliés.

Le *Journal Officiel* publie un article rappelant l'influence de la prise de la Bastille sur la Révolution française, qui devint un flambeau dont la lumière éclaira tous les peuples du monde accessibles à la liberté et aux sentiments démocratiques. Dans la guerre actuelle, on vit se ranger aux côtés de la France les états libres chez eux, sont restés des barbares, versaire se trouvent ceux qui, n'ayant jamais été libre chez eux, sont restés des barbares, malgré toutes les apparences. Dans cette lutte gigantesque, la France a tenu la place d'honneur. Le peuple serbe a reçu d'elle des témoignages d'amitié ineffaçables et il saura à son tour témoigner sa gratitude au peuple français qui a toujours combattu, non seulement pour sa propre liberté, mais aussi pour celle des autres peuples. Lorsque le jour de la victoire de la civilisation aura sonné le peuple serbe verra sa liberté restaurée et son union accomplie. Les Serbes saluent de tout cœur la fête nationale de la France, leur alliée et leur bienfaitrice.

Le comte Burian et les dilettantes alliés

Le comte Burian a fait l'autre jour des communications obscures sur la limite des propositions de paix des Empires centraux. Les uns interprètent en effet ces déclarations en ce sens que les puissances centrales iraient jusqu'à la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, de Trente et Trieste, mais pas au-delà ; les autres, plus avisés, jugent les avances pacifiques du comte Burian avec plus d'esprit critique, et ne voient dans l'obscurité dont le comte Burian a su envelopper sa thèse de l'intangibilité des possessions austro-allemandes, qu'une manœuvre grossière tendant à faire miroiter au-devant des soldats alliés, l'image fallacieuse d'une prétendue disposition des Empires centraux à se dessaisir des biens d'autrui. Nous laissons aux gens de loisir le soin de rechercher le véritable sens des paroles mystérieuses du ministre austro-hongrois, et nous nous arrêtons plutôt à l'autre partie de son discours, partie nullement douteuse, et qui a trait à l'intégrité de la Monarchie des Habsbourg, porte en elle-même le principe de sa conservation ; les peuples opprimés affirment au contraire, que c'est le germe de dissolution qui vit dans l'organisme

de l'Autriche-Hongrie. Laquelle de ces deux thèses l'emportera, on ne tardera pas à le voir. En quoi nous ne donnons pas tout-à-fait tort au comte Burian, c'est à sa façon de critiquer les conceptions alliées touchant l'Autriche-Hongrie.

M. Burian reproche aux Alliés d'être venus trop tard s'occuper de l'Empire des Habsbourg. Soit, mais il y a un proverbe qui dit : mieux vaut tard que jamais. Il trouve en outre que les hommes d'Etat de l'Entente traitent en général les problèmes de l'Autriche-Hongrie d'une façon « superficielle ou dilettante ». M. le comte Burian a parfaitement raison lorsqu'il fait allusion à ces austrophiles incorrigibles qui estiment toujours que conserver l'Autriche-Hongrie serait dans l'intérêt de l'Europe. Leur dilettantisme valait vraiment la peine d'être mentionné par le ministre responsable de la Monarchie. S'il pense cependant à ceux qui veulent soutenir la lutte des peuples pour la liberté, sa critique est tout-à-fait inefficace parce que les représentants les plus autorisés des peuples opprimés lui auraient crié au visage la fausseté de ses assertions, s'il avait eu le courage de paraître devant le Parlement avec de telles « bourdes ».

AUX SERBES ET A LA SERBIE

par Bernard BOUVIER, professeur à l'Université 1

Messieurs,

Les amis suisses à qui vous avez fait l'honneur de les convier pour cette commémoration nationale, préféreraient ressentir en silence l'émotion de votre fierté, de vos douleurs et de vos espoirs. Des mots sauraient-ils égaler ces choses ? En regard des actions héroïques de votre peuple, de vos soldats et de leurs chefs, depuis six et sept années, l'âme de témoins impuissants hésite à prononcer son admiration et sa reconnaissance. Et partout, si les paroles insincères se dissipent au premier souffle qui passe, pour se perdre dans le vide de l'espace et du temps, l'affirmation loyale d'une foi inébranlable dans la justice et dans le triomphe des libertés opprimées, peut devenir à son tour une réalité souveraine, féconde en action, en forces inépuisables. Agréez donc, Messieurs, le témoignage de respect que nous apportons à votre vieux roi, à l'anniversaire de sa naissance, accueillez avec bienveillance le message de ces amis qui voudraient, par leur confiance et leur affection, réchauffer, retremper, décupler votre courage.

Dans l'éclat de cette journée d'été, sous les apparences d'ordre et de paix de notre vie publique, nous souffrons cependant, matériellement et moralement. Matériellement, vous le savez, par la gêne croissante que la guerre mondiale impose à notre existence économique. Moralement, par une inquiétude qui remue notre population ouvrière, qui oppose les campagnes et les villes et qui vient de paraître dans des troubles sociaux, peu graves encore, mais annonceurs peut-être de désordres que tous les citoyens doivent prévoir et prévenir. Avant de juger le monde au nom d'une expérience politique qui s'est trouvée inférieure à la nécessité et chancelante sous l'épreuve, avant de juger le monde, comme le disait tout à l'heure si généreusement M. le ministre Marincovitch, la Suisse doit se juger elle-même. C'est la condition de son salut. La paix même dont elle jouit pourrait la ruiner, si elle n'assurait pas à nouveau, dans un consentement réfléchi, volontaire et unanime, capable de tous les sacrifices, les principes fondamentaux de son évolution et de sa constitution démocratique.

¹ Discours prononcé à Petrov Dan, le 29 juin (12 juillet) au diner de la colonie serbe.

Mais nous souffrons surtout de l'immense souffrance humaine, du bouleversement, par les entreprises de la ruse et sous les coups de la force brutale, de tout ce qui fait le prix de la vie, pour les nations comme pour les individus, honneur, foi jurée, pensée libre, indépendance, langue maternelle, droit au travail et au repos, liberté du corps et de l'âme.

A cette heure, c'est sur vous, amis serbes, sur votre tragique destinée, sur le martyre sanglant de votre patrie, que se concentrent notre tendresse et notre douleur. Mais une grande joie nous est accordée, qui nous permet de fêter cependant l'anniversaire qui vous réunit solennellement ; nous pouvons, à vous que l'exil a cruellement dépouillés, à vous dont tous les liens de famille ont été déchirés, à vous qui ignorez même le plus souvent le sort de ceux qui vous sont les plus chers, nous pouvons, en ces heures d'angoisse, ouvrir un foyer ! Oui, c'est une joie profonde pour mon pays que de vous offrir une terre fraternelle de patience et de sécurité.

Je ne dis pas que nous sachions vraiment mesurer votre deuil. Chaque matin et chaque soir, vous tendez vainement tous vos sens pour ressaisir quelque chose de la patrie perdue. Vous n'entendez plus les cloches de vos villages, ni les plaintes de vos chanteurs ; vous n'apercevez plus les tombes de vos morts, ni le toit de vos ancêtres ; et même votre regard se lève à chercher, au-delà des horizons embrumés et ravagés par les batailles, la flamme vacillante du foyer familial ! « Ma bonne mère, que fais-tu à cette heure ? Es-tu à l'abri de la faim et du froid ? Quand tisseras-tu de la laine de nos brébis, les vêtements de tes petits-fils pour le jour des Rameaux ? »... Ainsi soupire votre conteur populaire, Zivoïn Datchitch, l'un de nos hôtes proscrits ! Le chant serait-il plus révélateur que la parole ? La poésie plus féconde que la raison ? La légende plus vraie que l'histoire ?... Dans la forte et silencieuse vertu de Stoian, l'un des héros des contes de Datchitch, le chef de la famille Stoian, qui a vu mourir dans les trois guerres ses trois fils, puis ses deux petits-fils, et qui, retenant ses larmes, prononce ces simples paroles : « Ils sont tombés pour la liberté et la gloire de notre patrie et pour le bonheur de notre peuple.

Dieu soit loué ! ». Dans le patriote indomptable, brisé mais invaincu, je reconnais la figure symbolique du peuple serbe et de son vieux roi. — Mais cette passion humiliée, trahie, flagellée, crucifiée — pour me servir du mot que vous avez entendu tout à l'heure de la bouche d'un officier mutilé — cette passion de tout un peuple et d'un roi fraternellement unis dans l'infortune comme dans la prospérité, ne verra-t-elle pas luire l'aurore de Pâques ? La grande mère serbe ne tissera-t-elle pas à nouveau de la laine de ses brebis, des vêtements de fête pour ses petits-fils ? Le vieux Stoian, avant de fermer les yeux, ne louera-t-il pas Dieu pour sa famille rajeunie, pour sa maison redressée, pour ses champs retrem-pés, pour ses troupeaux rassemblés ?

Où, chers amis serbes, tous nos vœux, en ce jour anniversaire, vont à cette résurrection nationale, à la flamme rallumée de vos foyers. Je crois que des vœux prononcés devant le tribunal de la conscience prennent une force agissante qui dédaigne la banalité des discours de banquet. Le geste commode du convive qui lève son verre, peut devenir grave comme un rite et efficace comme une prière de tant d'êtres pensants. Ah ! qu'il vienne le jour où nous viderons joyeusement ensemble une coupe pleine du vin qui coule des collines sacrées de la Serbie.

Vos amis suisses boivent au foyer de vos familles, que les fils sauvés fassent honneur au foyer qui leur sera rendu, et pour lequel une sagesse prévoyante, après qu'ils ont tous prouvé leur bravoure, leur endurance, les a conservés ! Qu'ils mesurent leur responsabilité, qu'ils se préparent, ces jeunes hommes, à la grande tâche de continuer les ancêtres et de remplacer les morts ! « Ces garçons serbes, voyez-vous, me disait, il y a quelque dix ans, un logeur d'étudiants de notre ville — ils sont parfois un peu sauvages, mais ils ont un instinct chevaleresque... ! » — Que ces fils de la Serbie douloureuse éduquent eux-mêmes leur force dans la discipline de l'instinct chevaleresque de leur race ! Je revois en cet instant l'image d'un de ces fils vigoureux et beau de votre peuple de montagnards et de paysans, affiné par la connaissance puissante de l'histoire, de la politique et de l'art : Jean Douthitch, comme, en mai 1914, à Rome, sur la place de Venise, il me disait, les yeux brillants : Ne me reconnaissez-vous pas ? Je suis Jean Douthitch, votre ancien étudiant, qui suis revenu de Paris, quand vous étiez recteur de l'Université de Genève, pour avoir mes diplômes signés par vous ? » Et le lendemain Jean Douthitch, qui quittait votre légation de Rome pour votre légation d'Athènes, me faisait, en archéologue consommé, les honneurs du forum des Césars. Mon cher Jean Douthitch, joyeux et savant, mon sage et touchant conteur, Zivoïn Datchitch, confident et conseiller de l'âme populaire serbe. Je rapproche vos noms pour symboliser l'action et la pensée, le

rêve et la volonté dans le souhait que je forme pour toute la jeunesse serbe qui attend, afin qu'elle rallume et nourrisse sa flamme épuisée, le foyer familial !

Vos amis suisses, messieurs, boivent au foyer de cette famille royale. Comment pourrions-nous oublier que le roi Pierre fût longtemps notre hôte, attentif, affable et discret, bon tireur dans nos sociétés de tir, commensal de nos banquets, démocratique, hôte bienvenu de nos maisons patriennes. Ses enfants suivaient nos écoles et gambadaient avec les nôtres sous les vieux ormeaux du Bourg-de-Four, à l'heure de midi. Quelques-unes de ces images paisibles et lointaines de la cité du refuge, ont-elles passé devant les yeux de votre vieux roi, pendant les longues heures de la retraite d'Albanie au pas lent des bœufs et des gardes muets ?

Ah ! que ce foyer royal soit rallumé, dans sa capitale, par des mains encore fermes, devant ses regards illuminés de la joie suprême ! Que ce foyer soit orné bientôt par la présence d'une jeune reine, compagne et récompense de votre vaillant généralissime !

Vos amis suisses boivent au foyer restauré de la science et de la culture serbes, à l'Université de Belgrade, dont plusieurs maîtres sont ici présents, dont d'autres, dispersés au service de leur pays, sont demeurés nos collègues par amitié. Les hautes écoles serbes et yougoslaves laboureront, ensementeront et moissonneront un jour, au profit de l'humanité et à l'honneur de votre race, les champs fécondés de votre pensée nationale. Des douleurs de l'exil, de l'exemple des morts, des résistances opiniâtres, des victoires réparatrices, rien ne sera perdu pour elle. Et la langue de cette pensée nationale, la langue maternelle, antique, religieuse et forte, se sera enrichie par tant d'expériences et armée pour toutes les conquêtes pacifiques de l'esprit.

Notre vœu enfin, salue le foyer de la grande patrie serbe. C'est l'âme de la Yougoslavie tout entière qui brillera et qui rayonnera sur cet autel domestique et national. L'heure viendra qui tout paiera. Les feux de joie de la bonne nouvelle s'allumeront, de colline en colline, des bords de l'Adriatique jusqu'à la Maritza. L'appel de la liberté à jamais conquise, résonnera jusqu'à vos plus hauts pâturages. Il ira rallier les derniers fugitifs au fond des vallons et des forêts. Ah ! liberté, que des crimes ont été, depuis quatre années, perpétrés contre toi ! Mais l'éternelle fiancée de Kossovo, à qui vont, frères serbes, tous vos enthousiasmes et tous vos sacrifices, sortira joyeuse, sur le berceau de la génération future. Que de grandes choses en retour de tant de crimes, tant d'erreurs et tant d'expiation, que de grandes choses ont été déjà accomplies et se préparent, de la côte sibérienne à l'Yser, de l'Yser à Verdun, de Verdun à la Piave, de la Piave à Monastir !

Comment les cœurs de vos amis suisses

ne seraient-ils pas remplis d'admiration et d'espoir, pour fêter l'anniversaire de votre roi citoyen, démocrate et soldat ? L'histoire de la Confédération Suisse a commencé le jour où l'archer légendaire refusa de saluer le chapeau d'un bailli autrichien. Et c'est une de ses grandes journées, illustrée par le peintre Hodler aux murs de notre Musée national, c'est une retraite fameuse, c'est la gloire des Suisses de Marignan. Votre bravoure, comme vos souffrances, ont dépassé la bravoure et les épreuves des anciens Suisses. Mais le même souffle a rempli leur poitrine et les nôtres, et une même foi soutient les énergies de vos soldats.

Que Dieu, comme dit votre dicton populaire, n'impose pas à l'héroïque Serbie tout ce qu'elle peut supporter ! Que le jour de la délivrance et le retour s'annonce bientôt, qui restaurera le foyer serbe ! La flamme, la femme, la famille, les biens les plus précieux soient rendus à toutes vos demeures, de la chaumière au palais royal.

Les Bulgares et le traitement des prisonniers serbes

Notre ami et collaborateur M. Michel Marincovitch publie dans le « Genevois » du 2 juillet de nouveaux détails sur les procédés bulgares envers les prisonniers militaires et civils.

« Pour démontrer, écrit M. Marincovitch, combien de mauvaise volonté les Bulgares avaient mis dans toutes ces questions, il suffit de remarquer ici que pendant deux ans le gouvernement bulgare n'a pas voulu reconnaître l'existence de la Croix-Rouge serbe et ne l'avait fait que tout récemment, sur l'intervention de la Croix-Rouge internationale et sous pression de l'opinion publique des pays neutres qui se montrèrent indignés de cette attitude. En effet, ce n'est que le 19 juin 1917 que du côté bulgare on reconnut l'existence de la Croix-Rouge serbe en promettant de communiquer directement avec elle.

Cependant, on n'a point agi suivant les promesses car, même aujourd'hui, la Croix-Rouge serbe ne peut communiquer avec la Croix-Rouge bulgare que par l'entremise du comité international.

En ce qui concerne la question du traitement des prisonniers et des internés civils le seul moyen qui aurait permis de les secourir efficacement était d'établir préalablement les listes complètes des prisonniers et des internés. Ceci était indispensable d'abord pour établir que ces personnes vivent encore, ensuite pour qu'on puisse leur transmettre des nouvelles de leur famille et enfin pour qu'on puisse leur envoyer des subsides en argent et en vivres.

Tous les belligérants ont établi ces listes dès le commencement de la guerre et il n'est que le gouvernement bulgare qui, durant deux ans, avait refusé d'accomplir ce devoir élémentaire.

Lorsque, par suite des démarches répétées, il avait enfin consenti à traiter cette question, une conférence des délégués serbo-bulgares a eu lieu à Genève, sous la présidence du président du comité international les 14, 17, 21 et 23 novembre 1917, mais le protocole de cette conférence n'a point été jusqu'à présent ratifié par le gouvernement bulgare malgré que du côté serbe, il ait été ratifié depuis longtemps.

En vertu de l'article 1er dudit proto-

cole le délégué bulgare s'est engagé à expédier au comité international les listes complètes des prisonniers militaires serbes. Du côté serbe les listes ont cependant été déposées au comité international pour être remises à la Croix-Rouge bulgare.

Ce n'est que dernièrement que la Croix-Rouge bulgare a déposé les listes contenant environ 9000 noms des prisonniers serbes et encore tous les prisonniers ont été préalablement débaptisés, leurs noms bulgarisés et rendus pour ainsi dire méconnaissables. Aussi ces listes ne sont presque d'aucune utilité.

Ainsi, bien que les Bulgares prétendent que la correspondance entre les prisonniers et les internés serbes et leur famille — population civile — en Serbie, se fait régulièrement, ils n'en ont fourni aucune preuve jusqu'ici et on n'a pas eu jusqu'à présent aucune confirmation que cette correspondance a été vraiment permise et rendue possible par les autorités bulgares.

Quant à la correspondance entre les prisonniers serbes et leur famille en dehors de la Serbie les chiffres que nous indiquerons ci-dessous démontreront le mieux comment les Bulgares se sont acquittés de leur devoir.

Ainsi, tandis que la Croix-Rouge serbe avait remis, jusqu'à présent plus de 20.000 lettres et cartes aux prisonniers bulgares, les prisonniers serbes en Bulgarie n'en ont reçu en tout que 14 cartes et lettres.

Enfin, pour terminer, je dirais, en ce qui concerne l'envoi de l'argent qu'il a été envoyé jusqu'ici dans les régions envahies, par l'entremise de la banque nationale de Bulgarie, plus de douze millions de francs (12.000.000) et qu'on n'a reçu jusqu'à présent la confirmation que pour le montant d'un million et demi. Ces chiffres se passent de tout commentaire.

La terreur bulgare flétrie par la Skoupchtina

A la séance de la Skoupchtina du 12 avril, le ministre de l'Intérieur, M. Yovanovitch, en répondant aux interpellations des députés Iia Ilitch et Svétozar K. Georgévitch, sur les soulèvements survenus dans la Serbie occupée, a exposé les causes, le déroulement et les conséquences des rébellions qui se sont produites, surtout dans la Serbie orientale et méridionale.

Après les débats, le député Iia Ilitch a proposé la motion suivante, pour passer à l'ordre du jour, motion qui a été adoptée :

« La Skoupchtina a entendu l'exposé du Gouvernement sur les horreurs et les atrocités commises par les Bulgares dans la Serbie méridionale et orientale.

« En s'inclinant avec un respect plein de piété devant l'ombre des victimes innocentes qui tombèrent en défendant l'honneur national et le nom serbe, la Skoupchtina attire l'attention du monde civilisé entier sur le martyre d'une race héroïque qu'on se hâte d'exterminer d'une façon systématique.

« En reprenant l'ordre du jour, la Skoupchtina adresse l'expression de sa profonde condoléance aux familles affligées et endolories, ainsi que l'expression de sa piété au souvenir des victimes tombées, et elle espère que le monde entier, animé de sentiments humanitaires, accourra au secours de la population serbe. »

FEUILLETON

C'EST A MOI

Tous alliés participent à l'action sur le front de Salonique, et l'on voit fraterniser et se mêler troupes serbes, françaises, anglaises, russes et italiennes. Les soldats serbes, particulièrement estimés de leurs camarades alliés, correspondent avec ceux-ci par la mimique plus que par la parole.

Dans un régiment anglais, des vols avaient été constatés : objets dérobés à des soldats dans les magasins ou dépôts, et revendus, ensuite, à vil prix.

Les chefs s'émurent et ordonnèrent l'arrestation de tout soldat en possession d'un effet militaire ne lui appartenant pas. En même temps, ils interdisaient l'acquisition et le port de pièces d'habillement de provenance anglaise, cela pour mettre fin au commerce illicite de certains soldats du Royaume-Uni.

Un jour, un soldat serbe, ignorant tout de ces ordres, acquit à bas prix d'un soldat anglais, un manteau d'uniforme qu'il porta librement. On devine la suite : arrestation du soldat serbe par une sentinelle, comparution devant le commandant anglais, et interrogatoire du délinquant, surpris de se savoir en faute, et peu disposé à abandonner le manteau.

— Je l'ai payé 40 drachmes, essaye-t-il d'expliquer. J'ignore le nom de mon vendeur. Mais je sais que le man-

teau m'est fort utile, à cause du froid. Donc, je le garde.

Il fallut bien, pourtant, exécuter les ordres du commandant, rendre l'objet acquis en toute bonne foi. Cela ne se fit pas sans agacer le soldat serbe, qui eut vite fait de constater que son équipement entier, comme aussi son armement, étaient étrangers. (En effet, l'armée serbe fut équipée et armée par les Anglais et les Français.) Voilà donc notre homme qui ôte sa coiffure, en disant :

— Ce n'est pas à moi, mais aux Français. Puis, continuant de se dépouiller de son uniforme, il entasse là tunique, pantalons, chaussures, avec le même refrain : — Voilà qui ne m'appartient pas, à moi, Serbe, ni cela, ni cette autre chose...

Mais, presque nu, il se frappe alors la poitrine et pousse ce cri :

— Cela, je ne vous le donne pas, car c'est bien à moi. Ma mère serbe me l'a donné !

Le commandant, au clair maintenant sur les sentiments de son subordonné, l'embrasse et lui dit :

— Brave soldat serbe, reprends tout, c'est ton bien ! A l'avenir, cependant, n'achète plus rien aux militaires.

Ainsi, l'honneur fut sauf, bien que le voleur ne put être découvert.

Une règle de droit ne dit-elle pas : « Mieux vaut laisser la liberté aux criminels que de condamner un innocent ? »

D. P.

La question yougoslave et la vallée Morava-Vardar

On connaît la compétence de M. Gauvain dans les questions balkaniques et sud-européennes. A côté des articles brillants que l'éminent publiciste français publie chaque jour dans le « Journal des Débats », des études plus approfondies, telles que celle sur les Yougoslaves (1), sont de véritables bréviaires pour les diplomates qui désirent s'instruire. M. Gauvain y a passé en revue tous les éléments du problème yougoslave, examiné toutes les manifestations de l'unité nationale des Serbes, Croates et Slovènes et apprécié à leur valeur les facteurs d'ordre matériel et moral de l'union projetée.

Nous extrayons de cette étude remarquable les passages qui se rapportent à l'issue nécessaire vers la mer Egée, issue économique indispensable à la Serbie et à la Yougoslavie.

« Aujourd'hui, dit M. Gauvain, tout le monde connaît la Serbie, les victoires sur les Turcs en 1912, sur les Bulgares en 1913, sur les Autrichiens durant la première année de la guerre actuelle ont porté son nom dans le monde entier. Le roi Pierre Ier et le prince-régent Alexandre sont des princes aussi populaires en France que le roi des Belges et le roi d'Angleterre. Les calamités de l'automne de 1915, l'effroyable retraite d'Albanie, l'exode à Corfou et à Salonique ont valu au peuple serbe, parmi les Alliés, peut-être encore plus de sympathie que la gloire des années précédentes. Mais on sait moins ce que fut l'empire serbe au moyen-âge et quelles traces il a laissées.

(1) « La question yougoslave », par Auguste Gauvain. (« Revue de Paris » du 15 mars 1918).

L'attentat de Sarajevo et la Serbie

— Une réponse aux professeurs allemands —

Dans une de ses récentes études sur l'attentat de Sarajevo, M. le professeur Kohler, de l'Université de Berlin, avec la riche fantaisie qui lui est propre, a bien voulu honorer le peuple serbe des épithètes que l'on est habitué à ne trouver que dans la presse noire-jaune. Il nous qualifie de peuple « nihiliste, anarchiste, terroriste, et dressé contre Dieu et contre tout ordre étatique. » Je prends la liberté de répondre brièvement à toutes ces invectives ainsi qu'aux autres réflexions du savant professeur sur la Serbie et sa prétendue culpabilité.

Je veux le faire, d'abord parce que M. Kohler parle lui-même, dans un passage de son livre, des discussions qu'il a eues en 1908 avec moi au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En outre, les jugements de Kohler sur l'attentat de Sarajevo sont tellement différents de ses conceptions du temps béni d'avant la guerre sur le crime et la punition, sur la causalité et la responsabilité, qu'il n'est que trop juste d'accorder à ceux qui inclinaient à admettre ses théories antérieures, le droit de faire au moins des réserves au sujet des idées tendancieuses émises aujourd'hui par le savant berlinois.

En lisant le livre de Kohler, je pensais involontairement à ce congrès international juridique tenu à Francfort-s.-Mein au mois de mai 1914, sous la présidence de M. Kohler. Lorsque les travaux officiels du congrès furent terminés, s'organisa une promenade en commun aux environs de Francfort. Le but était un ancien castel romain, reconstruit par les professeurs allemands sous la surveillance du Kaiser lui-même. Après la visite de ce bourg, d'ailleurs dépourvu d'intérêt, les congressistes se rendirent dans un restaurant voisin où, pendant le repas, de beaux discours furent prononcés par les professeurs allemands sur la communauté des peuples, sur l'égalité juridique et économique de toutes les nations, ainsi que sur le développement pacifique de la civilisation. Ces paroles avaient produit sur moi une impression particulière, et je me demandais si ce n'était pas faire tort aux Allemands que d'agiter le fantôme d'un danger germanique. A ce moment même mon voisin de table, un avocat francfortois, très spirituel, un certain docteur G., me souffla à l'oreille : « Cher docteur, pourquoi diable faites-vous une mine si grave ? Tout cela n'est que du bavardage, il n'y a pas un mot de vrai dans toute cette histoire. » Très surpris, je me retournais vers lui : « Que voulez-vous dire ? Je ne vous comprends pas. » « Mais, répondit-il, je pense... à l'histoire du castel romain, vous savez, notre Kaiser aime beaucoup de tels enfantillages et nos professeurs, en leur qualité de conseillers intimes de la Cour, s'empressent sans retard de construire de tels mirages... »

Je me demande aujourd'hui si mon ami francfortois, qui est un homme excellent, ne faisait pas allusion à d'autres mirages ? Que pense de cela M. le conseiller intime Kohler ? Était-ce une coïncidence ou autre chose ?

Le procès de Sarajevo eut lieu à huis-clos. On sait que le gouvernement austro-hongrois avait motivé son fameux ultimatum et la déclaration de guerre à la Serbie ainsi que « l'expédition punitive » contre le petit pays (expédition transformée dans la suite par les Serbes en une expédition « punie »), par les révélations sensationnelles auxquelles aurait conduit l'instruction contre les auteurs de l'attentat, révélations qui, selon les dires de Vienne et de Budapest, auraient prouvé la culpabilité de la Serbie officielle.

Il semblait pourtant très étrange aux Autrichiens même que le procès de Sarajevo se déroulât presque en cachette, à huis-clos, dans une petite chambre de la Kommandantur de Sarajevo. La Monarchie avait pourtant un intérêt de premier ordre à voir la Serbie démasquée. L'Autriche-Hongrie avait procédé à une exécution régulière contre tout un peuple, sur la foi des prétendues preuves terribles fournies par l'instruction préalable. Mais, chose bizarre, la publication de ces preuves et de ces révélations se fit attendre, et le procès même fut instruit dans le plus grand secret. Comment expliquer cette énigme ? Ce n'est qu'aujourd'hui que le gouvernement autrichien,

avec l'aide d'un savant de l'Université de Berlin, s'est décidé à publier quelques faits tirés des protocoles sur les débats au procès. Le livre « Le procès contre les auteurs du crime de Sarajevo » doit atteindre ce but et l'on a eu l'idée de charger M. le conseiller intime Kohler d'écrire la préface de cette publication. (1)

L'auteur du livre dit dans sa préface qu'il a représenté les débats au procès d'après les sténogrammes officiels. Il faut pourtant constater qu'il ne s'agit pas dans son livre d'une reproduction intégrale, mais plutôt d'une publication partielle des comptes rendus sténographiques. On n'a conservé ni la continuité qui aurait rendu possible au lecteur d'obtenir une image claire et fidèle des débats, ni reproduit les déclarations des accusés « in extenso ». Il n'y a que le premier interrogatoire des accusés qui a été reproduit presque intégralement. Les déclarations des témoins manquent totalement, ainsi que les déclarations ultérieures et dernières des accusés. Mais, néanmoins, ce que les accusés ont déclaré, d'après les comptes rendus publiés dans le présent livre, est une des plus terribles accusations contre la monarchie des Habsbourg, et en même temps la meilleure et la plus visible preuve de l'innocence de la Serbie. Tous les accusés, à savoir : Tchabrinovitch, Princip, Grabez, Ilitch, ainsi que leurs jeunes complices, ont déclaré que la décision de tuer l'archiduc a été un acte de leur volonté personnelle et que personne ne les a incités ni déterminés à commettre l'attentat. Le moins du monde un organe quelconque du royaume de Serbie. L'attentat a été, d'après sa conception et sa réalisation, un acte personnel des patriotes bosniaques qui croyaient servir, par une telle action, leur peuple opprimé. Les tables officielles austro-hongroises sur la complicité de la Serbie tombent donc dans l'eau et l'humanité aura, après cette nouvelle preuve de la préméditation des puissances centrales, fournie par une publication officielle du gouvernement viennois, à insister avec une énergie encore plus grande sur la sécurité absolue de la paix future.

La seule chose que l'on pourrait mettre à la charge non pas de la Serbie, mais d'un sujet serbe, concerne les relations d'un officier serbe, Tankossitch, avec les auteurs de l'attentat. On affirme de lui qu'il a eu connaissance du projet de l'attentat et que ce fut lui qui a aidé les auteurs à se procurer de l'argent et des armes. L'autre personnage qui a également connu l'attentat est un fonctionnaire subalterne de la direction des chemins de fer serbes, du nom de Ciganovitch, mais celui-ci est un sujet austro-hongrois. Cependant les accusés principaux, Tchabrinovitch, Princip, Grabez, parlent de Tankossitch comme de quelqu'un qui a eu connaissance de la préparation de l'attentat et qui a été prêt à donner son appui aux auteurs, mais ils ajoutent tous expressément que Tankossitch n'a exercé aucune influence sur leur décision qui a été antérieure à leur conversation avec l'officier serbe et qui fut un acte de leur volonté personnelle.

Mais en supposant même que Tankossitch ait été en réalité un complice, il est évident pour tout le monde qu'un officier serbe n'est pas identique à tout le peuple serbe et surtout pas à l'Etat serbe. Je puis ajouter encore que Tankossitch était un officier très opiniâtre, qui a donné beaucoup à faire au ministère de la guerre. Malgré sa bravoure personnelle, il devait être, précisément en ce temps-là, congédié du service actif. La légation autrichienne à Belgrade était exactement informée sur la personne de cet officier et il est impossible qu'elle ait pu identifier un officier subalterne serbe, réputé par ses scandales, avec la Serbie officielle. Lorsque l'ultimatum autrichien fut remis au gouvernement serbe, Tankossitch a été immédiatement

(1) « Der Prozess gegen die Attentäter von Sarajevo. » Aktenmässige dargestellt von Professor Pharos. Mit Einleitung von Professor Dr Josef Köhler. Geh. Justizrat (Berlin, 1918, R. v. Deckers Verlag.)

ment arrêté, sur l'ordre du gouvernement, afin que sa culpabilité et sa complicité soient examinées et constatées. La Serbie ne pouvait pas faire davantage. Le gouvernement serbe a été disposé à faire arrêter d'autres complices éventuels dès que de la part du gouvernement autrichien une telle demande aurait été adressée, revêtue de la forme usuelle et munie de preuves nécessaires. La demande tarda à venir et au lieu de cela arriva la déclaration de guerre.

On sait aujourd'hui que le gouvernement austro-hongrois ne tenait pas beaucoup à la punition des coupables. Les premiers interrogatoires avaient tout de suite fourni la certitude que l'attentat a été uniquement un acte des Serbes de Bosnie, qu'il a été conçu et consommé par les sujets austro-hongrois en guise de protestation contre la violation de tout un peuple. Si l'on était arrivé alors à un procès public, cela aurait été un nouveau scandale pour la Monarchie. On voit, en effet, d'après ce qui se trouve dans le livre Pharos-Köhler, que les jeunes accusés n'ont pas eu peur de dire, même à huis clos, dans une chambre de caserne, des vérités amères concernant l'Autriche-Hongrie. Qu'est-ce qu'ils auraient déclaré dans un procès public, en peut en avoir une idée d'après les résultats des fameux procès d'Agram et de Friedjung. Le gouvernement viennois a voulu empêcher cela et c'est pourquoi le procès a été tenu dans une caserne et en cachette, mais ni Vienne, ni Bucarest, ni Berlin n'ont voulu laisser passer l'occasion de déclarer la guerre à la Serbie et de ruiner si possible le peuple serbe. Tout le peuple serbe, en Serbie et hors de la Serbie, fut déclaré coupable et l'on procéda immédiatement à l'exécution. Les atrocités inouïes commises par l'armée impériale-royale en Serbie devaient être l'expiation d'un crime imaginaire, et de tels procédés, qui nous rappellent les temps d'Attila, M. le conseiller intime Kohler, un des plus grands juristes allemands, a le courage de les couvrir de son nom de savant !!

La Faculté de droit de l'Université de Berlin avait trois éminents représentants : Franz v. Liszt, le criminaliste réputé et le spécialiste pour le droit international ; Otto Gierke, le chef de l'école juridique germanique, et Josef Köhler, le juriste universel et le plus démocratique, il avait au moins cette réputation, parmi les juristes allemands.

Que sont devenues, au cours de la guerre, ces grandeurs allemandes ? Franz v. Liszt s'est rendu célèbre par un article publié dans la « Gazette de Francfort » du 29 octobre 1916. Au moment même où les Allemands procédaient à la déportation de nombreuses familles belges, le professeur Liszt écrivait que l'administration allemande en Belgique était un modèle de correction internationale. « Les occupations futures se tiendront à l'exemple allemand, parce que l'Allemagne, s'écriait M. Liszt, par ses procédés dans la Belgique occupée, a enrichi le Droit international ! » Otto Gierke est allé un pas plus en avant. Pendant quarante ans, Gierke a enseigné que le Droit n'est pas identique à la Force, que sa racine se trouve dans l'idée du juste et que, par conséquent, Droit et Force sont deux catégories totalement différentes. Et maintenant, que pense le professeur Gierke là-dessus ? Dans son livre « Unsere Friedensziele » (Berlin, 1917), Gierke écrit que le Droit est simplement l'expression de la Force. La Force crée d'abord un état indéterminé et le Droit vient ensuite pour lui donner la forme. Ses conceptions antérieures qualifie Gierke de « théories doctrinaires et de phrases sans importance. C'est la Force qui décide souverainement de tout » (page 29). Remarquons en outre que Gierke considère comme superflu que les petits Etats, comme par exemple la Serbie, doivent subsister aussi après la guerre.

M. Kohler n'a pas pu résister à la tentation de suivre ces beaux exemples. Toutes ses théories antérieures sur le crime, la causalité et la responsabilité sont devenues caduques et il enseigne une théorie incroyable et monstrueuse suivant laquelle de tout acte des particuliers, c'est le peuple entier qui est responsable.

On peut vraiment douter que l'Université de Berlin gagnera en réputation avec de telles théories.

Dr L. M.

Qui a provoqué la guerre ?

Le député socialiste-indépendant Haase a prononcé le 24 juin au Reichstag allemand un grand discours qui prouve qu'une partie, si minime qu'elle soit, du peuple allemand se rend parfaitement compte de quel côté se trouvent les coupables. Parlant des causes et des responsabilités de la guerre, M. Haase a fait la déclaration suivante :

« Nous ne devons pas un instant oublier comment la guerre a été déclenchée : Ce fut l'Autriche-Hongrie qui par son ultimatum à la Serbie provoqua la guerre — et qui voulait la provoquer. Et nous savons que l'Allemagne avait donné à l'Autriche la pleine liberté et qu'elle s'était engagée d'avance à approuver tout ce que l'Autriche ferait dans ce sens. »

Nous enregistrons ce nouveau témoignage dont l'autorité et la sincérité ne laissent aucun doute.

Le comte Tisza et sa responsabilité dans la guerre mondiale

Dans un article de fond intitulé « L'avidité des agrariens ». l'« Arbeiter Zeitung » (7 juin) organe des social-démocrates allemands d'Autriche fait un aveu important en ce qui concerne la responsabilité pour la guerre :

« Lorsque le moment sera venu d'écrire l'histoire des dernières décades qui ont précédé la guerre et lorsqu'on voudra établir les responsabilités de la politique criminelle qui nous a conduits à la plus grande et la plus épouvantable catastrophe, dans un chapitre important, on parlera des péchés mortels, commis par les agrariens autrichiens et magyars.

Le comte Tisza, dont la responsabilité dans la guerre sera établie par l'histoire encore dans d'autres chapitres, parle aujourd'hui avec la même audace qu'au mois de juillet 1914 lorsqu'il s'est le premier rendu complice de la décision prise à l'égard du sort de l'Europe. »

M. Hanotaux et la Monarchie

M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie Française, ancien ministre des affaires étrangères, en parlant de l'Autriche-Hongrie (« Figaro » du 2 juillet), semble regretter que la Monarchie des Habsbourg soit irrémédiablement condamnée à faire place aux peuples affranchis, constitués en Etats nationaux et animés tous d'un esprit foncièrement antigermanique.

« Rien ne sauvera l'Autriche. Et c'est la plus terrible conséquence des fautes accumulées par cette affreuse bureaucratie qui l'a amenée là. Rien ne la sauvera qu'un bain sanglant de liberté. Est-elle même en état de supporter ce remède héroïque ? Quoi qu'il en soit, comme l'a démontré hier le président de la République et comme le déclare aujourd'hui solennellement M. Pichon, d'autre issue, il n'y en a pas. »

Nous sommes d'accord avec l'éminent historien français, sauf en ce qui concerne le « remède héroïque ». C'est un « coup de massue », plutôt qu'un « bain » qu'attend la Monarchie, coup de massue assésé tôt ou tard par ses peuples. Cette suite inévitable ne sera pas du tout une conséquence « terrible » mais celle très naturelle, de la délivrance des peuples.

C'est pourquoi, lorsqu'éclata en 1913 la querelle entre la Bulgarie et la Serbie au sujet de la Macédoine, l'opinion européenne et les Cabinets des grandes puissances furent complètement déconcertés. Grâce à la supériorité de sa propagande, montée à l'allemande, la Bulgarie put longtemps faire croire à la légitimité de ses revendications sur des pays où elle n'avait certainement pas plus de droits que la Serbie, et dont les populations, bouleversées par les invasions, étaient prêtes à se rallier à l'un ou l'autre des deux Etats rivaux, pourvu qu'elles puissent enfin jouir des libertés élémentaires. Accablée en 1913, la Bulgarie a pris sa revanche en 1915. Elle tient aujourd'hui et prétend conserver les territoires macédoniens litigieux, avec quelques autres qui sont purement serbes.

En ce qui concerne ces derniers, ni la Serbie, ni ses alliés ne peuvent transiger. Sans Nisch et sans la vallée de Morava, la Serbie ne peut vivre indépendante ni politiquement, ni économiquement. Les autres Yougoslaves le reconnaissent. A la conférence de la paix, ils feront bloc avec elle sur ce point. Quant à la Nouvelle Serbie, celle du traité de Bucarest, les avis semblent partagés chez les Yougoslaves. Sans doute, tous désirent la restitution intégrale au roi Pierre de ses conquêtes de 1912-1913. Néanmoins, certains se demandent si, dans le cas où l'union yougoslave pourrait s'effectuer, il ne conviendrait pas de lui sacrifier une partie de la Macédoine, afin de faciliter un règlement général et la réconciliation avec la Bulgarie. Les Sloènes et les Croates, qui sont tournés vers l'Adriatique, s'intéressent médiocrement à la partie des Balkans orientée vers la Mer Egée. Ils appréhendent même que les préoccupations balkaniques n'absorbent trop les Serbes au préjudice des intérêts communs du nouvel Etat qu'ils désirent fonder. Mais les Serbes, que de cruelles

épreuves viennent d'instruire et qui ont déjà l'expérience des responsabilités, ne professent pas le même détachement pour la Mer Egée. Ils se sont convaincus que, pour vivre et se développer normalement, l'Etat serbe soit réduit à lui-même, soit fondu dans une grande Yougoslavie, doit avoir libre accès à la Mer Egée, économiquement et militairement, le libre débouché sur Salonique lui est indispensable. Seul, il assure l'indépendance à l'égard des Etats au nord du Danube et de la Drave. Le débouché sur l'Adriatique, soit direct en territoire proprement serbe, soit indirect en territoire ami, ne donne nullement les mêmes garanties. L'Adriatique est un grand golfe dont l'entrée peut être facilement fermée.

C'est pourquoi, en 1912 et en 1913, le gouvernement serbe, approuvé par l'unanimité de la nation, tint absolument à conquérir et à conserver une frontière commune avec la Grèce, devenue scurverame de Salonique et du Bas-Vardar. C'est pour la raison inverse que la Bulgarie prétendit se faire octroyer Monastir, Ochrída et une bande d'Albanie jusqu'à l'Adriatique. Travaillant en même temps pour elle-même et pour le compte de l'Autriche-Hongrie, elle voulait séparer la Serbie de la Grèce et devenir maîtresse des communications par la Macédoine. Pour satisfaire son ambition, elle ne recula pas devant la plus odieuse trahison. Elle échoua en 1913 et réussit en 1915. Si elle obtenait, lors de la paix générale, les territoires albanais et macédoniens qu'elle convoite, elle tiendrait la Serbie sous sa dépendance. Il ne peut donc être indifférent aux Sloènes et aux Croates que l'Etat aux destinées duquel ils souhaitent ardemment s'associer reprenne sa liberté de mouvements du côté de l'Egée. Il s'agit de leur propre indépendance. »

Le respect des nationalités aux Balkans

vu par un Suisse

Tel a été le sujet d'une conférence de M. le professeur Favez, organisée par le Centre des libéraux hellènes de Lausanne.

L'orateur, fils de la libre Helvétie, dont les traditions six fois séculaires montrent les aspirations irréductibles à l'indépendance et où l'on trouve le sentiment inné de la justice, est en outre un homme de science, habitué à ne se former un avis qu'à bon escient et auquel on ne fait pas prendre des vessies pour des lanternes. Armé d'une documentation des plus riches et des plus écrasantes, avec les aveux et les déclarations des Bulgares eux-mêmes, il a démontré toute l'étendue du grand péché qui résulte pour la paix des prétentions des Bulgares à l'hégémonie des Balkans, prétentions inconciliables avec le respect dû aux droits des peuples, qui peut seul servir de fondement à l'établissement d'une paix durable. Les applaudissements vigoureux de l'assemblée ont montré que le conférencier a su interpréter fidèlement la manière de voir qui prévaut dans la Suisse romande. (

M. Favez a répété la même conférence à Genève, à la Salle Centrale, devant un auditoire nombreux et choisi qui a vivement applaudi à l'exposé instructif du conférencier.

Les projets d'une Yougoslavie pro-autrichienne

Tous les plans autrichiens concernant le règlement de la question yougoslave sont basés sur les deux principes suivants: 1° empêcher la Serbie de jouer le rôle que l'histoire lui a dévolu et 2° diviser les Yougoslaves, en créant au besoin un Etat croate.

Un article de la « Zeit », journal viennois, du 2 juillet, est tout à fait dans ce sens-là:

« Chacune des nationalités slaves d'Autriche, écrit la « Zeit », a sa question particulière, mais aucune de ces questions slaves ne présente une importance aussi grande et n'a acquis du fait de la guerre une signification aussi urgente que la question yougoslave... Le voisinage des pays balkaniques donne à la question yougoslave une importance et un caractère particulier. La future position de droit public de la Bosnie et de l'Herzégovine, l'avenir de la Serbie et du Monténégro, tout ceci est en connexion très étroite avec les questions de politique intérieure des nationalités dans le sud de l'Autriche et de la Hongrie.

Le mouvement yougoslave tout récent qui tend à la création d'une communauté étatique autonome qui réunirait les trois tribus des Slovènes, des Croates et des Serbes, constitue un danger pour l'existence de la monarchie. Les nations historiquement dirigeantes de part et d'autre de la Leitha, les Allemands et les Magyars, si cet Etat venait à surgir, se trouveraient séparées de la mer, gênées et étranglées dans leurs facultés de développement économique, et seraient bientôt condamnées à l'impuissance politique.

En outre, au jugement de tous ceux qui connaissent bien la question, dans une semblable réunion politique de ces trois tribus yougoslaves laissées à elles-mêmes, l'élément serbe gagnerait inévitablement la haute main et réussirait à obtenir complètement la direction politique. Quelle que puisse être la conclusion de la paix future que la masse principale des Serbes se trouve réunie à l'intérieur des frontières de la monarchie, ou bien se retrouve à l'extérieur des frontières de nouveau dans le vieil Etat serbe, une chose est certaine, c'est que, d'ici longtemps, la monarchie n'a rien à attendre de bon de cet élément turbulent. Toute personne qui se représente la solution de ces questions nationales soulevées au cours de cette guerre, non pas en idéaliste chimérique, mais en politicien froid et réaliste, ne pourra donner son approbation à aucune construction de droit public qui permettrait au serbisme d'établir sa suprématie d'une façon quelconque à l'intérieur d'une union sud-slave ou qui pourrait favoriser un développement de ce genre.

Mais, si l'on arrive à cette conclusion négative de savoir quelle solution doit être exclue en tout temps et dans toutes circonstances si l'on veut sauvegarder les intérêts vitaux de la Monarchie, nous ne sommes déjà pas loin d'une conclusion positive. Du moment que la sécurité de la Monarchie exige que l'élément le plus turbulent et le moins sûr des peuples yougoslaves soit exclu du rôle directeur, y a-t-il quelque chose de plus simple que de confier ce rôle à l'élément le plus calme et le plus sûr: les Croates. Cette nation se présente d'elle-même comme la base la plus sûre sur laquelle un art étatique austro-hongrois à longue vue doit appuyer ses plans d'avenir yougoslaves.

A l'appui de cette affirmation, la « Zeit » cite à titre d'exemple les Croates qui combattent dans les rangs de l'armée austro-hongroise, passant naturellement sous silence la lutte des Croates libres dans l'armée serbe contre la Monarchie et évitant de mentionner que les partis politiques croates sont à la tête du mouvement yougoslave en Autriche-Hongrie, de même que leurs représentants dirigent à l'étranger l'action du Comité Yougoslave.

« Il ne saurait exister une autre solution satisfaisante et riche en perspectives du problème yougoslave, que celle conçue dans le sens grand-croate. Au sujet des détails ayant trait à la forme extérieure, en ce qui concerne la façon de savoir comment une communauté ou une réunion doit être établie entre la Croatie, la Bosnie et la Dalmatie, au sujet des garanties de droit public, et plus particulièrement des garanties économiques qui doivent y être créées, les opinions peuvent différer. Mais les facteurs participants doivent d'emblée reconnaître et accepter le principe de l'évaluation et du renforcement de la position du croatisme comme un principe fondamental. Si sur ce point on est d'accord, tant en Autriche et en Hongrie, qu'entre les deux parties participantes, il ne sera difficile alors de s'entendre sur les détails. »

La presse yougoslave publie également une série d'articles consacrés aux visées germano-magyars.

Le « Slovenski Narod », de Lioubliana, du 27 juillet, emprunte au journal indépendant pour l'unité nationale de Split,

« Novo Doba », la version suivante concernant les plans de Vienne relatifs à la solution yougoslave.

« D'après les informations, les milieux viennois se préoccupent de réunir la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine à la Croatie et de créer ainsi à l'avenir, à côté de l'Autriche et de la Hongrie, un Etat particulier de la Monarchie avec ses propres ministres. Rjeka, Fiume et Trieste devraient dépendre directement de l'Empire, tandis que les pays slovènes avec toute l'Istrie resteraient à l'Autriche. D'après ce que l'on rapporte, ce projet aurait été adopté par le gouvernement autrichien, par les ministres des affaires étrangères et avant tout par Berlin, qui, dans toute cette affaire, a voix prépondérante. On dit aussi que l'empereur est gagné à cette idée. Les Magyars s'y opposent, mais on espère les gagner par des concessions économiques et si cela était impossible on placerait à la tête d'une telle « Yougoslavie », un ministre dans lequel les portefeuilles seraient distribués entre les Magyars et les Autrichiens à parts égales. A Vienne, on se montre très enthousiaste de ce projet, tandis que Wekerlé voudrait gagner les Croates pour un plan, correspondant mieux aux intérêts hongrois. »

Ces manœuvres austro-magyars ont attiré aussi l'attention des milieux politiques alliés. Le « Temps » du 4 juillet leur a consacré un article spécial, intitulé: « La reconstruction de l'Autriche ». Nous y lisons:

« Le problème n'est pas difficile à poser: pour que les Allemands soient en Autriche, il faut que les Slaves y soient divisés. Mais comment les diviser définitivement? Le comte Burian, semble-t-il, comptait y réussir en donnant aux Habsbourg le royaume de Pologne. Il pensait apparemment que les Polonais, désormais satisfaits, abandonneraient les Tchèques et les Yougoslaves à leur triste sort. Cependant, cette « solution austro-polonaise » est profondément impopulaire en Allemagne, dans tous les partis. Si l'on y renonce, que reste-t-il à faire? »

Il reste une autre méthode qui vient d'être exposée dans la « Gazette de Cologne » par « un des hommes politiques les plus connus » d'Autriche. Cet auteur explique qu'il y a dans la Monarchie, voisine une question capitale et urgente: la question yougoslave. Où est le temps où la presse austro-allemande raillait les revendications des Serbes et des Croates? Les voici étalées par un Autrichien à la première page d'un journal allemand, et cet Autrichien, loin de leur opposer le non possumus habituel, cherche à faire sortir d'elles le salut des Habsbourg.

Il reconnaît que la Croatie-Slovanie, la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine, soumise aujourd'hui à des autorités différentes, sont en réalité trois parties d'un même tout: les pays qui sont actuellement répartis en trois différents régimes politiques et économiques sont incontestablement unis par l'ethnographie, par la langue, par l'économie et par l'histoire. Rassemblés, ils formeraient un domaine économique compact, admirablement délimité et capable de remplir toutes les conditions fondamentales que comporte l'organisme d'un Etat unifié. »

A cet Etat, le collaborateur de la « Gazette de Cologne » rattacherait volontiers le territoire serbe qu'occupent les troupes autrichiennes. Par contre, il en excepte le pays slovène, sans doute pour ne pas fermer l'accès de l'Adriatique à l'influence allemande. Mais c'est bien le cas de dire que l'exception confirme la règle, et nous avons le droit d'enregistrer un fait significatif: après quatre ans de guerre — d'une guerre que l'Autriche a commencée sous le prétexte de se défendre contre l'idée yougoslave — nos ennemis eux-mêmes en arrivent à déclarer que l'unité yougoslave est naturelle et nécessaire.

Elle peut se réaliser de deux façons, ajoute l'auteur autrichien. Ou bien elle se fera vers l'est, sous la forme d'un Etat indépendant dont la Serbie sera le noyau, ou bien elle se fera vers l'ouest, sous la forme d'un Etat qui serait soumis aux Habsbourg et dont le centre serait en Croatie. Le collaborateur de la « Gazette de Cologne » attaque vivement les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie, qui repoussent la seconde de ces éventualités et qui refusent de transformer la double Monarchie en une puissance tripartite. Il conclut d'un ton menaçant: « Ou bien la solution croate avec la Monarchie, ou bien la solution serbe contre la Monarchie. Il n'existe pas une troisième manière de résoudre le problème sud-slave. On ne doit pas être embarrassé pour choisir. »

Retenons ces réflexions, car elles nous concernent aussi. La question yougoslave ne peut pas demeurer en suspens. Ou bien les Alliés la régleront contre l'ennemi, ou bien l'ennemi la règlera contre les Alliés. Ce ne serait pas le moment de marchander nos sympathies aux Slaves du Sud. »

Le Petrov Dan à Corfou

La fête onomastique de S. M. le roi Pierre a été célébrée solennellement à Corfou. Un Te Deum eut lieu dans l'église serbe. Les membres du gouvernement, le corps diplomatique, la Scouptchina, les officiers et les délégués des armées alliées et de l'armée serbe ainsi que de nombreux civils y assistaient. La fête du roi Pierre a pris, cette année, un caractère particulièrement solennel, les derniers événements ayant renforcé l'impression générale que, malgré les chances inespérées dont ils profitèrent, les ennemis succomberont dans la lutte contre les démocraties, et que le roi Pierre reviendra victorieux dans sa Serbie libérée.

A l'occasion de la fête, M. Pachitch a envoyé à S. M. le roi Pierre le télégramme suivant: « Au nom du Gouvernement, je prie V. M. de bien vouloir agréer les félicitations des membres du cabinet, dont les vœux les plus ardents et les plus sincères sont que le Tout-Puissant vous préserve, afin que vous puissiez voir les fruits des sacrifices que le peuple serbe fait pour la grandeur de la Patrie et pour la libération et l'union des Yougoslaves, en luttant aux côtés de ses alliés pour le droit et la liberté des peuples, et pour assurer une paix durable au monde. »

S. M. le roi Pierre a répondu en ces termes: « Je vous remercie des vœux que vous m'avez adressés en votre nom et en celui du Gouvernement. Je place ma confiance en Dieu et dans l'aide des Alliés, pour fêter bientôt le jour de la libération et de l'union de notre peuple, qui a tant souffert, mais dont la vaillance n'est pas ébranlée. »

La fête du roi Pierre à Genève

La colonie serbe de Genève a fêté, le 12 juillet, le 75^{me} anniversaire de la naissance du roi Pierre. Le matin a eu lieu dans l'église russe un service religieux auquel assistaient MM. Nénadovitch, l'attaché militaire de Serbie à Berne, Petrovitch, consul général de Serbie à Genève et un grand nombre de Serbes et de Yougoslaves. Les prêtres russes et serbes officiaient, et le chœur russe accompagnait le service par ses chants merveilleux.

A midi, un dîner réunit dans le grand salon de l'hôtel « Bellevue » les membres de la colonie serbe et quelques-uns de leurs amis suisses. Au dessert, le lieutenant-colonel Nénadovitch porta le toast au roi démocrate, symbole de l'énergie de la race serbe, au prince-héritier, chef suprême des glorieuses armées serbes, et à la Serbie, patrie bien-aimée, aujourd'hui crucifiée mais non pas morte. Elle se relèvera et, unie avec ses frères yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, aura, sous la direction de son souverain aimé, un brillant avenir.

Après ce discours très applaudi, M. Petrovitch, consul général de Serbie, prononça l'allocution suivante:

« Messieurs et amis suisses,

« C'est à moi que revient l'honneur de vous saluer, vous qui vous montrez, en toutes circonstances, si dévoués à la Serbie.

« Nous avons depuis deux jours au milieu de nous M. Marinovitch, notre distingué ministre plénipotentiaire en Roumanie, qui a bien voulu honorer de sa présence cette réunion.

« En revenant d'un pays qui est notre allié, mais qui fut malheureusement écrasé par les Centraux et forcé à une paix honteuse, il pourra juger pendant les quelques instants qu'il passe au milieu de vous du grand intérêt et de la profonde sympathie que vous portez à notre chère patrie.

« Dès le début de la grande guerre, nous avons senti votre appui qui s'est affirmé de toutes manières et qui n'a jamais failli.

« Vous avez partagé avec nous la joie que nous avons apportée les glorieux faits d'armes de notre vaillante armée, sous la conduite de notre vénéré roi dont nous célébrons aujourd'hui l'anniversaire, et de son fils héroïque, quand ils chassèrent à deux reprises les ennemis de l'indépendance et de la liberté de la Serbie.

« Vous avez suivi, également, avec angoisse cette attaque dirigée de trois côtés contre notre petit pays par des forces immenses et avec la complicité d'anciens alliés.

« Vous avez assisté d'un cœur ému à l'écrasement de notre vaillante armée et à sa retraite mémorable et terrible à travers l'Albanie, retraite telle que l'histoire n'en a jamais enregistrée. Et quand nous avons été forcés de nous réfugier à l'étranger, c'est alors que la Suisse nous a ouvert son cœur et ses bras.

« Vous avez accueilli des milliers de nos réfugiés qui profitent de vos libertés et de votre hospitalité.

« Divers comités ont accueilli des centaines de nos orphelins dans vos familles et dans vos écoles.

« Vous avez formé des comités pour venir en aide à nos prisonniers de guerre et à nos malheureuses familles restées en Serbie.

« Et votre presse, Messieurs, qui a l'honneur de défendre la cause des petits et des opprimés, les principes de la liberté

et de la justice, soutient vaillamment notre cause.

« Je suis très heureux, Messieurs, de pouvoir vous dire aujourd'hui toute la reconnaissance des Serbes et des Yougoslaves en général pour votre grande œuvre de dévouement et la sympathie dont vous nous entourez.

« Et j'invite mes compatriotes à boire à votre santé, Messieurs, et à la prospérité de l'hospitalière et généreuse nation suisse. »

Puis ce fut le tour de M. Paul Marinovitch, ministre de Serbie en Roumanie, descendu depuis trois jours à Genève, et qui, avant de gagner Corfou ou quelque autre poste lointain, tint à remercier la Suisse pour « son hospitalité et son exemple. »

« Ce qui nous lie à jamais à la Suisse, proclama le ministre, c'est le fait qu'en intervenant pour nos prisonniers de guerre, elle a non seulement paré à des misères physiques, mais relevé le moral de ceux qui se croyaient abandonnés de tous. La Suisse, j'en suis le témoin, a sauvé l'honneur de l'Europe et de la civilisation moderne. A nous autres Serbes, elle enseigna depuis longtemps la liberté. C'est chez elle que notre roi démocrate apprit le métier de la liberté. Grave, sérieuse, recueillie et compatissante, la Suisse juge l'humanité et son jugement pèsera plus dans l'histoire que le poids d'armées nombreuses. »

Très acclamé, le ministre porta son toast à la Suisse.

M. le professeur Bernard Bouvier lui répondit dans une éloquent improvisation que nous reproduisons ailleurs et qui a produit sur les Serbes présents une profonde impression.

M. Burnier, directeur de la « Gazette de Lausanne », et M. E.-A. Naville, président du comité de secours aux Serbes, apportèrent aussi le témoignage de leur sympathie à la valeureuse et malheureuse nation qui mérite à tant de titres l'admiration d'un pays tel que la Suisse.

Après la lecture de plusieurs messages, l'assemblée se dispersa, encore émue des paroles entendues.

La politique en Autriche-Hongrie

L'Autriada

La « Gazette de Biarritz » a publié dans son numéro du 6 juillet l'interview prise par un de ses rédacteurs à un publiciste yougoslave caché sous le pseudonyme de Doukhanine, au sujet de l'Autriche-Hongrie. Voici ce que la personnalité yougoslave a dit, en substance, de la monarchie des Habsbourg:

« L'Autriche-Hongrie? C'est le dernier vestige de la féodalité moyenâgeuse qui soit encore en Europe! Un pur anachronisme au 20^e siècle. C'est un conglomérat politique, une mosaïque de peuples. Le fameux prince Metternich intervenait les rôles lorsqu'il déclarait que « l'Italie était une expression géographique ». C'est une vérité seulement pour l'Autriche-Hongrie. Cet Etat, toujours condamné à mort par ses sujets, l'est aujourd'hui par les principes démocratiques posés par la guerre mondiale.

L'Autriche, c'est une dynastie, une diplomatie et une armée! C'est aussi un foyer de procès de haute trahison, d'espionnage, d'intrigues; un pays de casernes, d'esclavage, de prisons, de gibet, où la constitution et le parlementarisme n'existent que sur le papier! Elle n'a rien d'un Etat européen, c'est une sultanat asiatique privé de tout esprit civil, comme disait, il y a quelques jours, M. H.-W. Steed, rédacteur au « Times ».

C'est en Europe un empire inutile qui fut toujours le seul et réel obstacle à une paix juste et durable. « L'Autriche-Hongrie », disait M. Louis Léger, « c'est un composé hétéroclite de treize nations que la justice aurait pu maintenir, mais que l'iniquité fera tomber en dissolution. »

La lutte des nationalités pour leur idéal, n'est pas un « roman slave », comme l'écrivait un peu légèrement un journaliste de l'« Action Française ». Ces « petits Etats » quoi qu'il dise, ont bien « leur forme et leur contour ». Tous luttent — permettez-moi d'employer les doctrines mêmes de l'« Action Française » — pour leur « nationalisme intégral » et sur leur drapeau de liberté, ils peuvent inscrire cette devise du duc d'Orléans: « Tout ce qui est national est nôtre. » C'est l'Autriche qui est, au contraire, un vrai roman, mais un roman historique et sanglant, une sorte de nouvelle édition de « L'Autriada » (1).

(1) L'Autriada, ouvrage de l'Espagnol Juan Ruffo Gutierrez (1884).